

L'économiste

Le Journal des décideurs

du Bénin

AGI
AFRICAIN DE GESTION ET D'INTERMEDIATION

SOCIETE DE BOURSE

Immeuble de l'Africaine des Assurances
Face à la Direction de l'Emigration Immigration

01 BP 8568 RB Cotonou
contact@agi-agi.com
+229 21 31 87 33
+229 21 31 60 65

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél:00229 97096417

www.leconomistebenin.com

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre en hausse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Evasion fiscale

La Suisse ouvre son «coffre-fort» à trois pays africains

La Suisse s'efforce de se défaire de sa réputation de place financière opaque, en acceptant d'étendre l'échange automatique de ... • (Page 06)

Exportations

La Russie considère l'Afrique comme une «bonne alternative valable»

Sous le coup de sévères sanctions occidentales depuis l'invasion de l'Ukraine, la Russie et ses alliés misent ... • (Page 06)

Economie numérique

Très peu de compétences pour satisfaire la demande

• (Page 03)

Finances publiques au Bénin

Le Plan Comptable des Matières de l'Etat, bientôt disponible

Le Bénin disposera bientôt de son plan comptable des Matières de l'Etat. Les cadres du Ministère de l'Economie ... • (Page 04)

Développement durable

La BAD opte pour 1 million d'emplois verts pour les jeunes et les femmes

Déroulées au Ghana du 23 au 27 mai 2022, les Assemblées annuelles de la Banque africaine de ... • (Page 04)

Recrudescence des enlèvements

L'appel à la vigilance du ministre de l'intérieur et de la sécurité publique

Alassane SEIDOU, ministre de l'intérieur et de la sécurité publique a animé un point de presse ce mardi 31 mai à Cotonou. Objectif, mettre en garde la population ... • (Page 02)

Renforcement de capacités

Le Gouvernement met un point d'honneur à la qualité des ressources humaines

La dynamique en cours dans le secteur du tourisme reçoit un nouveau coup d'accélération. Dans sa volonté de ... • (Page 11)



Audiovisuel

• (Page 10)

Canal+ célèbre ses 30 ans de vie avec une panoplie d'offres promotionnelles





OFFRE SPECIALE



8 700 FCFA

LAVE-MAIN MONTANA + ROBINET

PROFITEZ DE NOS OFFRES EXCEPTIONNELLES!

LA ROCHE
Depuis 1979

AKPAKPA COTONOU - 01 BP 2525
+229 21 33 05 95 / 21 33 07 75
+229 97 88 88 88
+229 62 94 94 94
www.larochebenin.com
laroche@larochebenin.com
larochebenin

Recrudescence des enlèvements de personnes par des ravisseurs factices

L'appel à la vigilance du ministre de l'intérieur et de la sécurité publique

Alassane SEIDOU, ministre de l'intérieur et de la sécurité publique a animé un point de presse ce mardi 31 mai à Cotonou. Objectif, mettre en garde la population contre l'orchestration des enlèvements de prétendues victimes dont la plupart sont en complicité avec leurs pseudos-ravisseurs pour partager la rançon payée par les proches. Pour le ministre Alassane SEIDOU, c'est la recherche du gain facile qui amène une frange des concitoyens à adopter ce genre de comportement déviant. Alassane SEIDOU rassure aussi que la Police républicaine en liaison avec les autorités judiciaires travaillent sans relâche, pour débusquer les auteurs de telles pratiques.

Lisez ci-dessous, l'intégralité de sa déclaration.



Tél : 00229 21.30.19.96
00229 21.30.11.06
FAX : 21.30.19.96
01 BP - 925 COTONOU
www.securite.gouv.bj

POINT DE PRESSE

Depuis 2019, il se développe dans notre pays une nouvelle forme de criminalité qui consiste à procéder à l'enlèvement de proches, de responsables politico-administratifs ou de personnes fortunées avec exigence de paiement de rançon avant leur libération.

Le Gouvernement de la République du Bénin s'est, dès lors, évertué à éradiquer ce phénomène en dotant les unités spécialisées de la Police républicaine de moyens logistiques et techniques subséquents.

Mais depuis quelques mois, la tendance baissière observée commence à laisser place à une résurgence du phénomène avec un indicateur majeur qui découle de l'étude des cas.

Il s'agit de l'orchestration des enlèvements par la plupart des prétendues victimes pour y tirer un profit financier en partageant la rançon payée par leurs parents avec des ravisseurs factices.

En définitive, il n'y a aucun doute que la recherche du gain facile amène une frange de nos concitoyens à se départir des règles morales pour adopter des comportements déviants du genre.

Pour assurer le calme et la sérénité nécessaire au développement socioéconomique de notre pays, la Police républicaine en liaison avec les autorités judiciaires ne ménagera aucun effort pour débusquer les citoyens indelicats qui s'adonnent à de telles pratiques.

C'est pourquoi, je voudrais inviter toute la population à une franche collaboration avec les forces de sécurité publique en dénonçant tous comportements suspects dans ce domaine afin que leurs auteurs subissent la rigueur de la loi.

Alassane SEIDOU

Cari du jour



AUX DECIDEURS...

Racket aux frontières !

Forme de chantage de proximité, avec menaces de violence ou trafic d'influence dans le but d'extorquer de l'argent, des objets ou des renseignements. Ainsi se définit le racket. Au sein de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest, les règles qui régissent la vie communautaire prescrivent, entre autres, la libre circulation des personnes et des biens. Ce qui suppose que les Etats membres se sont engagés à lever les obstacles et les entraves à la circulation. En d'autres termes, les barrières policières ne devraient servir qu'à contrôler essentiellement les pièces d'état civil des usagers pour s'assurer de leur identité et de vérifier si ces derniers ne sont pas porteurs éventuellement de produits prohibés. Cette inspection devrait se faire dans un esprit débarrassé d'a priori, donc sans arrière-pensée de vouloir nécessairement causer du tort à l'utilisateur. Mais que constate-t-on ? Exactement le contraire de ce qui devrait s'observer dans un espace communautaire de libre-échange. Aux frontières des pays membres de la CEDEAO, les règles établies pour une libre circulation des personnes et des biens ne sont pas respectées. A Sèmè-Kraké, entre le Bénin et le Nigéria, les usagers sont soumis à des tracasseries de toutes sortes. Exigence de passeport et de collecte de faux frais. Il en est de même à la frontière bénino-nigérienne entre Malanville et Gaya et ce malgré la juxtaposition des postes de contrôle. Les mêmes pratiques ont cours à la frontière du Bénin avec le Burkina Faso. Entre Illacondji au Bénin et Sanvicondji au Togo, la probité des policiers n'est pas parvenue à les soustraire des rackets. Les véhicules en transit sont soumis aux fouilles d'usage. Mais, les agents de sécurité ne s'empêchent guère d'extorquer de l'argent aux usagers. Le même phénomène s'observe aux frontières du Togo avec le Ghana, du Ghana avec la Côte d'Ivoire et ce malgré l'existence d'un autre accord baptisé OCAL : Organisation du corridor Abidjan-Lagos. En définitive, les idées qui ont sous-tendu la création de l'espace communautaire ne sont pas traduites dans les faits. De manière évidente, chaque Etat à travers sa police continue de fonctionner en respectant plutôt les lignes de balkanisation. Avouons que sur ce plan, la CEDEAO n'a pas avancé.

Jean-Claude KOUAGOU

Eco secret

Côte d'Ivoire : Coris Bank inaugure son nouveau siège d'Abidjan

Démarrés le 30 mars 2019, les travaux du nouveau siège de Coris Bank international en Côte d'Ivoire sont arrivés à terme. Plus de 8 milliards de FCFA ont été investis pour sa réalisation sur une surface totale de 1300 m². Ce nouveau siège qui comprend 7 étages, situé dans la commune de Treichville, a été réalisé par l'architecte ivoirien Ibrahim Konaré de l'Agence Archi 2000. Il a été inauguré le 28 mai 2022 par le ministre ivoirien de l'Economie et des Finances, Adama Coulibaly, parrain de la cérémonie, qui représentait également le vice-président.

Economie numérique

Très peu de compétences pour satisfaire la demande

Il existe un déficit majeur de compétences dans le secteur mondial du numérique pour satisfaire la demande qui devient de plus en plus pressante. C'est le constat fait par les experts réunis à Davos dans le cadre du sommet mondial de 2023 du World Economic Forum (WEF).

• Issa SIKITI DA SILVA

Il faut qu'il y ait une requalification massive de l'économie numérique pour répondre à la demande, et présentement les entreprises n'en font pas assez, a déclaré Aiman Ezzat, PDG de Capgemini SE, un cabinet français de conseil en technologie.

Dans un secteur qui contribue à hauteur de 15,5 % aux richesses totales mondiales et qui a augmenté deux fois et demie plus vite que le PIB mondial au cours des 15 dernières années, bon nombre d'experts ont laissé entendre que la créativité et l'intelligence sociale en seront tout particulièrement des compétences d'avenir.

« Elles seront indispensables pour exercer la majeure partie des emplois qui seront créés d'ici 2030. Elles constituent également

un rempart contre l'automatisation. A l'avenir, les profils disposant de compétences exceptionnelles en mathématiques ou techniques dans le domaine des TIC seront également de plus en plus recherchés », a souligné Deloitte dans un rapport intitulé « Quelles sont les compétences clés nécessaires à l'ère du numérique ? ».

Une récente étude intitulée « Digital Skills Index » menée par Salesforce a révélé que 63% des personnes interrogées dans le monde déclarent que la maîtrise des outils collaboratifs figure parmi les compétences les plus recherchées par les entreprises.

Google Drive

Selon Bluenove, un outil collaboratif est une solution accessible aux participants d'un projet commun,



leur permettant de partager facilement des fichiers, des données, de l'information, des commentaires. Avec cet outil, une équipe pourra par exemple organiser un planning commun, effectuer un suivi financier ou définir un plan d'actions stratégiques.

Par exemple, Google Drive, Dropbox, Skype et Slack sont catégorisés comme des outils collaboratifs. Cependant, la majorité de personnes dans le monde – même celles qui possèdent des diplômes universitaires – semblent ne pas posséder

ces compétences. Et selon les experts réunis à Davos, cela est en train de ralentir la transition verte et la transition vers une économie numérique. La pandémie a accéléré le passage au numérique et a accentué la pénurie

de compétences, a indiqué Alain Dehaze, PDG du groupe Adecco.

« Quand on parle de véhicules électriques, c'est du numérique, quand on parle de transition énergétique, on est dans le numérique, quand on parle de passer à une économie durable, tout cela est porté par la digitalisation. Il ne s'agit pas seulement d'automatiser les processus, il s'agit vraiment de créer de nouvelles plateformes, de nouvelles entreprises, ce qui a accru la demande de technologies », a poursuivi Aiman Ezzat, PDG de Capgemini SE, dont les commentaires ont été publiés sur le site du WEF.

« Comme le passage à l'économie numérique est l'un des futurs moteurs de la croissance économique, nous n'avons pas assez de compétences, nous ralentissons la transition », a-t-il ajouté.

Trafic d'enfants à Djougou

Un parent arrêté pour avoir déscolarisé un candidat au CEP

Pour avoir déscolarisé et envoyé en exode au Nigéria son enfant écolier en classe du cours moyen deuxième année Cm 2, le sieur Maman Arouna, cultivateur demeurant à Abitanga un village de l'arrondissement de Partago dans la commune de Djougou séjourne au commissariat de police de la localité.

Les faits remontent à fin avril 2022 quand Mamam Arouna a ordonné à son fils aîné vivant au Nigéria et en séjour au pays d'aller chercher son petit frère à l'école primaire publique d'Abitanga pour l'emmener au Nigéria. Une fois à l'école, son émissaire est parvenu à emporter le jeune garçon. Informé le chef d'arrondissement a



mis un système en place afin de convaincre le père de l'enfant sur les méfaits de ce comportement. A en

croire Yaka Paul Emmanuel, chef d'arrondissement de Partago, le commissariat avait délivré trois convo-

cations sans suite au père de famille et la quatrième lui a été délivrée mais il a récidivé. Le président de l'association des parents d'élèves du village Zoumarou Célestin et le directeur exécutif de l'ong P-mare del, Alassane Orou Karim se sont impliqués dans la résolution de la situation mais en vain. C'est ainsi qu'ils ont saisi le procureur

de la République près le tribunal de première instance de deuxième classe de Djougou qui a ordonné l'arrestation du père géniteur de l'enfant déscolarisé. Depuis ce matin, le sieur Mamam Arouna est gardé à vue au commissariat d'arrondissement de Partago pour les besoins de l'enquête en vue de retrouver l'enfant et le ramener

pour composer le Certificat d'études primaires (Cep), le mardi 7 juin prochain. Il faut préciser que selon l'article 391 du code de l'enfant au Bénin, l'enlèvement d'un mineur dans un lieu d'apprentissage prévoit un emprisonnement allant de six mois à cinq ans.

Emmanuel Akakpo (Br Atacora-Donga)

Baromètres Bénin

Référentiel			Référentiel		
Données Démographiques	Valeur	Sources		Valeur	Sources
Population	11,49 millions d'habitants	Statistiques mondiales (2018)	Taux de mortalité infantile	55,68%	Statistiques mondiales (2015)
Densité de la population	100,17 habitants/Km ²	Statistiques mondiales (2018)	Taux d'alphabétisation	52,55%	Statistiques mondiales (2015)
Population de moins de 15 ans	45%	FMI (2014)	Référentiel		
Espérance de vie à la naissance	61,47 ans	Statistiques mondiales (2015)	Economie		
Taux d'urbanisation	44%	Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insaec), 2015	Croissance économique	6,7	BAD 2020
Population vivant avec moins de 1,25 dollar par jour	36%	Statistiques mondiales (2016)	Pib par habitant	2415 \$	2018
Age médian femme	18,3 ans	Statistiques mondiales (2015)	Taux d'inflation	-1,1%	Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insaec), 2019
Age médian homme	17,5 ans	Statistiques mondiales (2015)	Taux de croissance annuel du PIB	7,2 %	juin 2019
Indice de fécondité	4,9 enfants par femme	FMI (2014)	Compte courant / PIB (%)	-10,8	Décembre 2017
Taux de natalité	36,40 o/∞	Statistiques mondiales (2018)	Taux de chômage	2,1%	Statistiques mondiales (2019)
Taux de mortalité	8,21%	Statistiques mondiales (2015)	Ratio de la dette publique au PIB (%)	26,2%	Décembre 2018
Taux d'accroissement naturel	2,78%	Statistiques mondiales (2015)	Balance commerciale	-165 milliards de francs CFA	Statistiques mondiales (2019)
			Taux d'intérêt des dépôts au Bénin	6,49%	Statistiques mondiales
			Bénin Taux moyen interbancaire à trois mois	5,76%	Trading economics

Développement durable en Afrique

La BAD opte pour 1 million d'emplois verts pour les jeunes et les femmes

Déroulées au Ghana du 23 au 27 mai 2022, les Assemblées annuelles de la Banque africaine de développement (BAD) ne se sont pas seulement consacrées aux questions purement économiques mais aussi au changement climatique. Occasion pour l'institution de financement du développement de l'Afrique de réitérer son engagement à offrir de meilleures opportunités aux jeunes et aux femmes du continent.

● Sylvestre TCHOMAKOU

L'Afrique, principale victime des changements climatiques alors qu'elle n'émet que 3% des gaz à effet de serre, devrait transformer ses défis climatiques en opportunités pour créer des emplois verts pour les jeunes et les femmes. C'est dans cette perspective que le troisième événement de partage du savoir, tenu le dernier jour des Assemblées annuelles du Groupe de la Banque africaine de développement (23-27 mai) a réuni les participants autour du thème : « Des emplois verts pour les jeunes et les femmes en Afrique après le Covid-19 ». Ces derniers ont partagé leurs expériences sur les solutions d'adaptation au changement climatique, développées en Afrique et aux États-Unis par le secteur privé. Le ministre des Finances du Ghana, Kenneth Ofori-Atta, président du Conseil des gouverneurs de la Banque africaine de développement a développé la stratégie du Ghana pour créer des emplois verts pour les jeunes et les femmes. « Nous avons mis en place le « Program Youth Start », doté d'un million de dol-



lars et qui doit nous permettre de créer un million d'emplois pour les jeunes et les femmes », a souligné le ministre. Les secteurs concernés sont : l'agriculture, l'énergie solaire, le reboisement, la transformation agricole. Selon lui, les jeunes représentent plus de 70% de la population et doivent être une opportunité si les gouvernements africains exploitent leur potentiel en leur offrant une meilleure éducation, la formation et la prise en charge. Son homologue du Rwanda, Dr Uzziel Ndagijimana, ministre des Finances et de la Planification économique, a souligné que son pays s'est engagé dans l'adaptation au changement climatique et a interdit l'utilisation de sacs en plastique et de matériaux d'emballage non biodégradables en 2008 et a créé son propre Fonds vert, un fonds d'investissement révolutionnaire et le plus important du genre en Afrique. « Il faut développer le capital

humain - formation technique et professionnelle, formation en sciences et technologies, ingénierie - et mettre en place des fonds de garantie pour les PME et les entreprises détenues par les jeunes et les femmes », a-t-il indiqué. Il a souligné que 70% de PME bénéficiaient de garantie publique pour favoriser leur éclosion. « Plus d'emplois pour les jeunes signifie plus d'argent pour le trésor public », a-t-il indiqué.

Rappelant que l'économie verte génère 13 milliards de dollars de revenus pour les États-Unis et crée 9,5 millions d'emplois à temps plein, le sous-secrétaire adjoint américain au Trésor pour le Moyen-Orient et l'Afrique, Eric Meyer, a déclaré que les États-Unis ont incroyablement réussi à créer des emplois verts, de quoi partager cette expérience avec les pays africains pour soutenir les investissements visant à créer des emplois verts

pour les jeunes femmes et hommes en Afrique. « Les emplois verts rapportent 70% de plus que les emplois polluants », a affirmé M. Meyer. Il a dit que le gouvernement américain encourage le secteur privé à investir massivement dans l'économie verte. « Le gouvernement donne les bons signaux à travers une réglementation favorable aux investissements verts. Le président Biden a mis les États-Unis sur la voie d'une économie verte notamment les véhicules électriques, l'énergie verte, etc. »

Engagement du secteur privé pour l'adaptation climatique

Yewande Adebowale, fondateur de Salubata Technological Innovations Limited, une entreprise de production de chaussures personnalisables à partir de déchets plastiques sous la marque « Salubata », (chaussures qui ne s'usent jamais, en langue Yoruba), a rappelé la nécessité d'investir davantage dans le secteur privé pour faire face au défi du changement climatique. Chaque chaussure « Salubata » achetée contribue à l'élimination de plus de 12,66 kilogrammes

de CO2 de l'environnement, a-t-elle dit. Elle a cependant déploré les obstacles pour les jeunes entrepreneurs à l'accès aux financements : lourdeurs administratives, la réglementation, et autres difficultés. « Les jeunes ont des talents. Il faudrait ouvrir les financements aux PME et développer les partenariats stratégiques, renforcer les capacités des jeunes entrepreneurs, appuyer les marques africaines ».

Le directeur général d'Eco-bank Ghana, Daniel Nii Kwei-Kumah Sackey a déclaré que le secteur privé est résolument engagé dans l'adaptation au changement climatique et finance les projets d'adaptation. Eco-bank Ghana est la seule institution financière accréditée par le Fonds vert pour le climat au Ghana. Elle a reçu 20 millions de dollars pour financer des projets verts ainsi qu'un appui de la Banque africaine de développement dans le cadre de son Initiative pour favoriser l'accès des femmes au financement en Afrique (AFAWA) à travers laquelle la Banque a débloqué en 2021, 420 millions de dollars et entend débloquer 500 millions de dollars en 2022 pour appuyer les entreprises détenues par les

femmes en Afrique.

Patrick Verkooijen, président-directeur général du Centre mondial sur l'adaptation, a fait le lien entre croissance verte et création d'emplois verts. Il a souligné que 15 milliards d'investissements sur l'adaptation en Afrique rapportera 200 milliards de dollars par an. Appelant à la mobilisation de financement pour l'adaptation à une grande échelle, il a déclaré que la banque et le Centre ont mobilisé trois milliards de dollars pour le Programme d'accélération de l'adaptation en Afrique depuis la COP 26 à Glasgow. Faisant écho à cette déclaration, Dr Beth Dunford, vice-présidente du Groupe de la Banque africaine de développement chargée de l'Agriculture, du Développement humain et social, dans ses remarques à la clôture de l'événement, a rappelé qu'un dollar investi pour l'adaptation permettait d'éviter plus tard, 30 à 40% de dépenses face à ses effets. Selon elle, il faut mettre ensemble, une structure durable pour partir de l'incubation à la création de vraies entreprises pour les jeunes et les femmes.

Finances publiques au Bénin

Le Plan Comptable des Matières de l'Etat, bientôt disponible

Le Bénin disposera bientôt de son plan comptable des Matières de l'Etat. Les cadres du Ministère de l'Economie et des Finances (MEF), sont, en effet, en travaux d'élaboration du plan comptable des matières de l'Etat du 31 mai au 02 juin 2022. C'est Bertrand OTEYAMI, de la Cellule d'Appui au Pilotage des Réformes, et représentant le Secrétaire Général du ministère de l'Economie et des Finances qui a lancé les travaux.

● Abdul Wahab ADO

Le Ministère de l'Economie et des Finances opte pour la bonne gestion des finances publiques. Ainsi dans son allocution lors du lancement des travaux d'élaboration du plan comptable des matières de l'Etat, Amadou Djibril, Directeur du Matériel et de la Logistique (DGML) a expliqué les enjeux de l'atelier qui vise, entre autres, à respecter les normes régionales. Quant à Herbert MEDO, Directeur du Centre nationale de formation Comptable (CENAFOC), cet atelier est une étape charnière dans la mise en œuvre du plan comptable des matières de l'Etat au Bénin. Les directives de l'Union économique et monétaire ouest africaine comporte des exigences très ambitieuses. Cet atelier permet de valider le document final du plan comptable des matières de l'Etat qui comporte des normes comptables et des normes prudentielles. Des indi-



cateurs seront élaborés après cet atelier. Bertrand OTEYAMI, de la Cellule d'Appui au Pilotage des Réformes, et représentant le Secrétaire Général du ministère de l'Economie et des Finances, a fait savoir que cet atelier qui intervient à la suite du premier atelier dont l'objectif était de concevoir et valider un Cadre des Comptes des Matières de l'Etat (CCME), en cohérence avec le Plan Comptable de l'Etat constitue le deuxième d'une série de trois ateliers et a pour objectif d'élaborer et de valider un plan comptable des matières de

l'Etat à l'usage des organismes publics. Pour lui, l'atelier sur l'élaboration du Plan Comptable des Matières de l'Etat s'inscrit dans le cadre de l'opérationnalisation de la réforme de la comptabilité des matières 2022-2025. En effet, le constat fait au sein de l'UEMOA est la mauvaise tenue de la comptabilité des matières, la disparité des textes régissant la gestion et la tenue de la comptabilité des matières, toutes choses qui ont conduit à des pertes énormes et qui sont de nature à compromettre la maîtrise des finances publiques

des pays de l'UEMOA. Il a rappelé aux participants que La Loi Organique n°2013-14 du 27 septembre 2013 relatives aux Lois des Finances (LOLF) dispose en son article 78 que la comptabilité de l'Etat comprend : la comptabilité budgétaire la comptabilité générale, la comptabilité des matières et la comptabilité d'analyse des coûts. Le représentant le Secrétaire Général du ministère de l'Economie et des Finances a également fait savoir que, depuis quelques années, la comptabilité des matières est négligée et reléguée au second rang dans la gestion des finances publiques. Cette situation a eu pour conséquences : des pertes énormes des biens de l'Etat, l'instabilité des finances publiques, la méconnaissance de l'ensemble du patrimoine de l'Etat la gestion non normative. C'est dans ce contexte qu'a été élaborée la stratégie au niveau national qui a conduit à une gestion saine, normative et rationnelle des actifs non financiers de

l'Etat. Cette stratégie consiste en l'élaboration des outils de mise œuvre, la mise en place du cadre organisationnel et institutionnel, la mise en place des systèmes intégrés de gestion, l'élaboration des référentiels, la vulgarisation, la formation des acteurs et l'assainissement de la gestion du patrimoine non financier de l'Etat.

Les activités de l'atelier de validation du document final



Pendant les trois jours que durera cet atelier à l'hôtel Bel Azur de Grand Popo, les participants sont outillés sur : la Classification des biens dans les comptes des matières devant figurer dans le PCME en vue de leur codification ; Etablissement du projet de cadre comptable des matières de l'Etat ; Validation du projet de cadre comptable des matières de l'Etat ; Elaboration du projet de plan comptable des matières de l'Etat et la Validation du projet de plan comptable des matières de l'Etat.

Indicateurs économiques du Bénin

Indicateurs de croissance

Indicateur de croissance	2015	2016	2017	2018 (e)	2019 (e)
PIB (milliards USD)	8,30	8,58 e	9,41 e	10,62	11,56
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	2,1	4,0 e	5,4 e	6,0	6,3
PIB par habitant (USD)	764 e	771 e	826 e	910	969
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	42,425	50,267	53,364 e	53,557	51,546
Taux d'inflation (%)	0,3	-0,8	2,0 e	2,1	2,0
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-0,70	-0,62 e	-0,82 e	-0,75	-0,80
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-8,4	-7,2 e	-8,7 e	-7,1	-6,9

Source : FMI - World Economic Outlook Database - Dernières données disponibles. Note : (e) Donnée estimée

Indicateurs monétaires	2013	2014	2015	2016	2017
Franc CFA BCEAO (XOF)- Taux de change annuel pour 1 EURO	630,96	630,63	631,22	630,86	531,31

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Les principaux secteurs économiques

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	43,2	18,5	38,3
Valeur ajoutée (en % du PIB)	25,6	23,4	51,1
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	4,4	4,5	3,6

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Les indicateurs de Commerce

Indicateurs du commerce extérieur	2012	2013	2014	2015	2016
Importations de biens (millions USD)	2.339	3.010	3.823	3.028	2.251
Exportations de biens (millions USD)	1.443	1.982	2.563	2.032	1.354
Importations de services (millions USD)	575	761	884	n/a	712
Exportations de services (millions USD)	414	500	456	n/a	382
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	12,3	30,0	16,1	-8,4	1,4
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	24,1	20,7	24,8	-10,1	7,0
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-559	-612	-710	-505	-669
Commerce extérieur (en % du PIB)	59,7	69,5	76,5	68,0	70,2
Importations de biens et services (en % du PIB)	35,1	41,3	44,5	39,8	39,7
Exportations des biens et services (en % du PIB)	24,6	28,2	32,1	28,2	30,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles

Principaux pays partenaires

Principaux clients (% des exportations)	2015
Inde	13,0 %
Niger	9,6 %
Malaisie	8,8 %
Singapour	7,9 %
Vietnam	7,5 %
Bangladesh	7,4 %
Nigeria	6,3 %
Chine	5,3 %
Indonésie	3,7 %
Pakistan	2,8 %

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)	2015
France	11,7 %
Chine	10,8 %
Inde	9,8 %
Togo	8,5 %
Thaïlande	7,7 %
Espagne	6,0 %
Belgique	4,9 %
Etats-Unis	3,3 %
Nigeria	3,3 %
Pays-Bas	3,2 %

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Investissement

Les IDE en chiffres

	Bénin	Afrique Subsaharienne	Etats-Unis	Allemagne
Index de transparence des transactions*	7,0	5,0	7,0	5,0
Index de responsabilité des managers**	1,0	4,0	9,0	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	5,0	5,0	4,0	8,0
Index de protection des investisseurs****	4,0	4,3	6,5	6,0

Source : Doing Business - Dernières données disponibles.

Note: *Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes. **Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables. *** Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit. **** Plus l'index est grand, plus la protection des actionnaires est importante.

Investissement Direct Etranger	2014	2015	2016
Flux d'IDE entrants (millions USD)	405	150	161
Stocks d'IDE (millions USD)	1.607	1.666	1.690
Nombre d'investissements Greenfield***	1	5	0
IDE entrants (en % de la FBCF****)	14,6	6,8	7,7
Stock d'IDE (en % du PIB)	16,5	20,1	19,7

Source : CNUCED - Dernières données disponibles.

Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

PIB	dernier	Référence	Précédent
Taux de croissance annuelle du PIB	5,5	Mars 2018	5,5
PIB	9.27 milliards USD	Déc 2017	8.57
Pib par habitant	860 USD	Déc 2017	837
Pib par habitant Ppp	2064 USD	Déc 2017	2010
Prix constant du Pib	4095 de FCFA- Milliards	Déc 2016	3939
Pib de l'agriculture	855 de FCFA- Milliards	Dec 2016	878
Pib de la fabrication	874 de FCFA- Milliards	Dec 2016	779
Pib du secteur des mines	14.7 de FCFA- Milliards	Dec 2016	10.7
Pib de l'administration publique	316 de FCFA- Milliards	Déc 2016	315
Pib des services	1510 de FCFA- Milliards	Déc 2016	1491

Source : trading economics

Tarifs	Dernier	Référence	Précédent
Taux d'inflation	0.8%	Mai 2018	1.9
L'inflation alimentaire	1.8%	Mai 2018	5.3
Indice des prix à la consommation	113 Index-Points	Mai 2018	113
CPI Housing Services publics	115 Index-points	Mai 2018	115
CPI Transport	114 Index-Points	Mai 2018	114

Source : trading economics

Argent	Dernier	Référence	Précédent
taux d'intérêt	4.5%	Juin 2018	4.5
Fort taux d'intérêt	6.93%	Déc 2016	6.99
Taux interbancaire	5.08%	Mai 2018	3.75

Source : trading economics

Commerce	dernier	Référence	Précédent
Balance commerciale	-190 FCFA - Milliards	Mars 2018	-408
Exportations	147 FCFA - Milliards	Mars 2018	82.05
Importations	338 FCFA - Milliards	Mars 2018	490
Compte courant	-809 USD million	Dec 2016	-745
Compte courant par rapport au PIB	-7.1%	Dec 2016	-6.5
Indice de terrorisme	0	Dec 2016	0

Source : trading economics

Gouvernement	dernier	Référence	Précédent
La dette publique au PIB	23.2%	Dec 2016	21.3
Budgets du gouvernement	-5.8% of GDP	Dec 2017	-6.2
Cote de crédit	30	-	-
Dépenses militaires	112 USD Million	Dec 2017	79.58

Source : trading economics

Entreprise	dernier	Référence	Précédent
Vitesse Internet	1517KBps	Mars 2017	1642
Adresses IP	5580 IP	Mars 2017	5652
Utilisation de la capacité	57.9%	Mars 2018	63.4
Indice de compétitivité	3.47 points	Dec 2018	3.47
Compétitivité rang	120	Dec 2018	124
Indice de la corruption	39 Points	Dec 2017	36
Corruption rang	85	Dec 2017	95
Facilité de faire des affaires	151	Dec 2017	155
Production industrielle	5.4%	Mars 2018	26.6
Indice économique avancée	0.8%	Fev 2018	0.7

Flux financiers

La France reste le pays le plus attractif d'Europe pour les investissements étrangers

En France, 1.222 projets d'implantations ou d'extensions ont été annoncés en 2021, soit une progression de 24 % sur un an après une année 2020 en recul. C'est ce que révèle le baromètre annuel du cabinet d'audit EY sur l'attractivité publié ce mardi, rapportent nos confrères de BFM TV. « Soyons fiers que des investisseurs venus du monde entier choisissent la France », s'est notamment félicité le président Emmanuel Macron sur Twitter.



jets complètent le podium. « La croissance 2020-2021 est importante et plus forte que chez nos concurrents, et ce pour plusieurs raisons : un rebond "post pandémie", la crise sanitaire ayant plus touché la France que ses concurrents en 2020, mais aussi à l'effet des réformes économiques sur la confiance des dirigeants, ainsi qu'à l'impact du Brexit au Royaume-Uni et du plein-emploi en Allemagne », a expliqué EY.

Moins d'emplois créés par projet en

France

En revanche, le nombre d'emplois créés en moyenne par projet est moins élevé en France (38) par rapport à l'Allemagne (45) mais surtout au Royaume-Uni (65). Le nombre de projets d'implantations ou d'extensions en Europe s'est élevé à 5.877, ce qui représente une progression de 5 % par rapport à 2020 mais reste encore à - 12 % du record établi en 2017. « Les dégâts de la crise sanitaire n'ont pas été effacés », a analysé le cabinet d'audit.

La France devant le Royaume-Uni et l'Allemagne

Cette performance permet à l'Hexagone de rester le pays le plus attractif d'Europe en termes d'investissements étrangers pour la troisième année consécutive. Derrière, le Royaume-Uni avec 993 projets, puis l'Allemagne avec 841 pro-

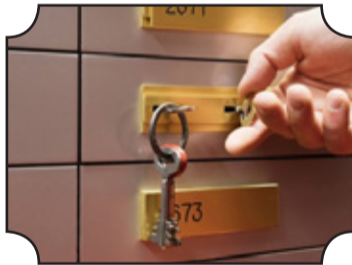
Evasion fiscale

La Suisse ouvre son « coffre-fort » à trois pays africains

La Suisse s'efforce de se défaire de sa réputation de place financière opaque, en acceptant d'étendre l'échange automatique de renseignements (EAR) relatifs aux comptes financiers à douze Etats supplémentaires, dont trois pays africains.

Le Conseil fédéral, organe exécutif de la Confédération helvétique vient de transmettre au Parlement un projet de loi portant sur l'introduction de l'échange automatique de renseignements (EAR) relatifs aux comptes financiers avec douze Etats supplémentaires. Trois Etats africains figurent parmi les douze pays concernés : le Kenya, le Maroc et l'Ouganda. Les autres pays sont l'Équateur, la Géorgie, la Jamaïque, la Jordanie, la Moldavie, le Monténégro, la Nouvelle-Calédonie, la Thaïlande et l'Ukraine.

Ces Etats se sont engagés volontairement à adhérer à la norme mondiale sur l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers élaborée par l'OCDE. Pour l'ensemble de ces douze Etats, l'entrée en vigueur de l'échange automatique des renseignements financiers et bancaires à des fins fiscales, est prévue pour janvier 2023 et le premier échange devrait avoir



lieu en 2024.

Avant le premier échange de renseignements avec les douze nouveaux pays, Berne devrait vérifier de nouveau s'ils remplissent les conditions définies dans la norme sur l'échange automatique de renseignements, notamment en matière de confidentialité et de sécurité des données. La norme mondiale d'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers permet d'améliorer la transparence fiscale et de lutter contre la soustraction d'impôt et la criminalité financière sur le plan international.

La Suisse est la deuxième place financière la plus opaque du monde, derrière les États-Unis, selon le dernier baromètre bisannuel de l'opacité financière, publié

par l'ONG britannique Tax Justice Network, mi-mai 2022.

Jusqu'ici, le Parlement suisse a approuvé l'introduction de l'échange automatique des renseignements relatifs aux comptes financiers avec 108 États. En 2020, la Suisse a échangé avec 86 États.

Selon les données du Secrétariat d'Etat suisse aux questions financières internationales, la Confédération helvétique n'entretient actuellement l'échange automatique de renseignements qu'avec cinq Etats africains : l'Afrique du Sud, le Ghana, le Nigeria, les Seychelles, et l'Ile Maurice. Les fraudeurs fiscaux et les politiciens corrompus originaires d'autres pays africains non signataires de l'accord mondial sur l'échange automatique des renseignements financiers à des fins fiscales, n'ont toujours pas grand-chose à craindre quand ils placent des fonds dans les coffres forts des banques suisses.

Source externe

Exportations

La Russie considère l'Afrique comme une « bonne alternative valable » pour l'Union économique eurasiatique



Sous le coup de sévères sanctions occidentales depuis l'invasion de l'Ukraine, la Russie et ses alliés misent sur les marchés africains pour écouler leurs produits. L'ambassadeur itinérant russe et chef du Secrétariat du Forum du Partenariat Russie-Afrique, Oleg Ozerov, a estimé, jeudi 26 mai, que l'Afrique représente une « bonne alternative » pour les pays membres de l'Union économique eurasiatique (UEEA), dans le domaine des exportations. « L'Afrique pourrait devenir une bonne alternative ou, si vous préférez, un complément puissant aux marchés traditionnels vers lesquels les pays de l'UEEA exportent leurs marchandises, en particulier dans les conditions actuelles de sanctions occidentales contre Moscou et des perturbations des chaînes d'approvisionnement qui en découlent », a déclaré le diplomate à l'agence russe Sputnik, en marge d'une conférence sur les perspectives de l'intégration eurasiatique. Il a également indiqué que Moscou préparait activement la deuxième édition du Sommet Russie-Afrique, prévu à Saint-Petersbourg en novembre 2022. L'UEEA est une union économique entre cinq ex-républiques soviétiques : la Russie, le Kazakhstan, la Biélorussie, l'Arménie et le Kirghizistan. Cette alliance économique a lancé sa propre zone de libre-échange en 2015. Elle a aussi signé des accords commerciaux avec la Chine, le Vietnam, l'Iran, Singapour, l'Égypte et la Serbie.

Economie

L'Égypte s'apprête à émettre un sukuk souverain et un emprunt obligataire libellé en yuan



Après les obligations vertes et une incursion sur le marché japonais de la dette, l'Égypte diversifie les sources de financement de son économie, en faisant appel aux instruments financiers islamiques et aux obligations libellées en yuan. L'Égypte envisage d'émettre un sukuk souverain d'un montant de 2 milliards de dollars, d'ici fin juin prochain, ainsi qu'un emprunt obligataire libellé en yuan chinois pour diversifier les sources de financement de son économie, a annoncé le ministre égyptien des Finances, Mohamed Maait (photo). « L'Égypte s'apprête à émettre un sukuk souverain avant la fin de l'exercice fiscal en cours (1er juillet 2021-30 juin 2022) pour mobiliser les financements nécessaires aux projets d'investissement inclus dans le plan de développement économique et social », a déclaré le ministre lors d'une conférence consacrée aux opportunités de financement alternatif de l'économie. M.Maait a également indiqué que l'émission d'un emprunt « charia compatible », dont le montant a été fixé à 2 milliards de dollars vise à attirer une nouvelle catégorie d'investisseurs originaires de la région Moyen Orient & Afrique du Nord (MENA) et de l'Asie. En février dernier, le gouvernement égyptien avait choisi six banques internationales, dont Citigroup, HSBC Holdings et Abu Dhabi Islamic Bank pour piloter l'émission de ce sukuk.

Accord imminent avec le FMI

Le ministre égyptien des Finances a par ailleurs révélé au cours d'une rencontre avec l'ambassadeur de la Chine près Le Caire, Liao Liqiang, que le pays du Nil envisage d'émettre un emprunt obligataire libellé en yuan chinois pour « diversifier les ressources financières de l'Etat » et « cibler le grand marché obligataire de la Chine », sans préciser la taille de cette émission. En mars dernier, l'Égypte a levé 500 millions de dollars grâce à un emprunt obligataire libellé en yen japonais. Six mois auparavant, le pays le plus peuplé d'Afrique du Nord avait émis des obligations vertes d'un montant de 750 millions de dollars, devenant ainsi le premier pays de la région MENA à émettre ce genre d'obligation destinée à financer les projets environnementaux, les énergies propres et des projets de transports sobres en carbone. Mi-mai, le Premier ministre égyptien, Mostafa Madbouly, avait annoncé que le pays devrait parvenir « dans quelques mois » à un accord avec le Fonds monétaire international (FMI) sur un nouveau programme de financement de plusieurs milliards de dollars, destiné à immuniser l'économie contre les chocs extérieurs liés au conflit russo-ukrainien.

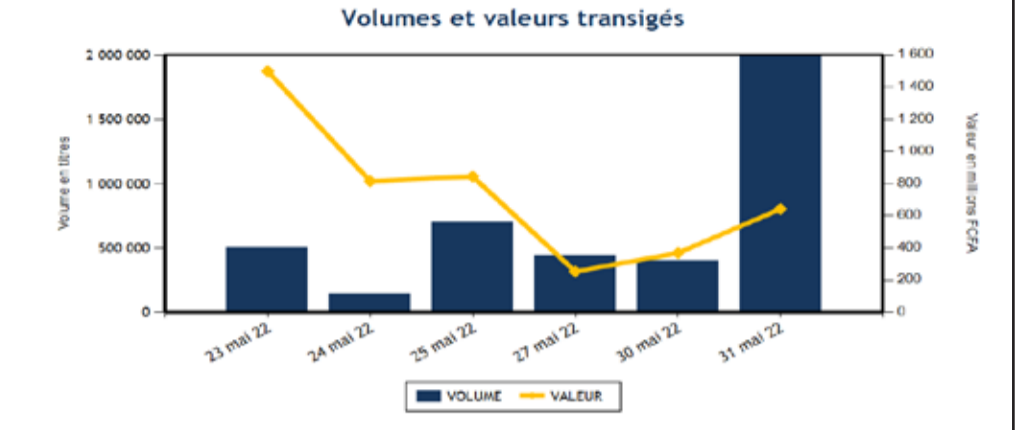
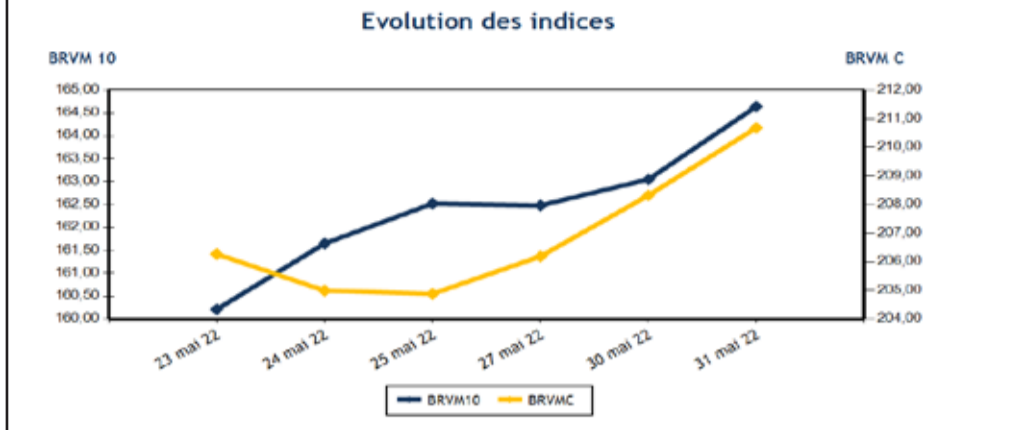
Télécom

Le Nigeria autorise la société Starlink d'Elon Musk à fournir des services Internet

Le marché africain de l'Internet connaît depuis 2020 une forte croissance, poussée par la Covid-19 et les nouvelles habitudes de consommation numérique des populations. Cette tendance qui devrait se poursuivre au cours des prochaines années attire de nouveaux investisseurs. Starlink, le réseau Internet par satellites de la société américaine SpaceX d'Elon Musk, a obtenu l'aval des autorités nigérianes pour fournir des services Internet par satellite dans le pays. Le milliardaire d'origine sud-africaine l'a annoncé via un post sur le réseau social Twitter, le vendredi 27 mai. Selon la Nigerian Communications Commission (NCC), Starlink a obtenu deux licences qu'elle exploitera sous la dénomination Starlink Internet Services Nigeria Ltd.

Ecofin du 31 Mai 2022

BRVM 10	164,64		BRVM Composite	210,68
Variation Jour	↑ 0,98 %	BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE		
Variation annuelle	↑ 7,25 %	N° 103	mardi 31 mai 2022	Site : www.brvm.org
			Variation Jour	↑ 1,13 %
			Variation annuelle	↑ 4,15 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	6 342 014 925 407	1,13 %
Volume échangé (Actions & Droits)	1 955 228	386,90 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	277 833 142	-22,49 %
Nombre de titres transigés	42	2,44 %
Nombre de titres en hausse	21	-4,55 %
Nombre de titres en baisse	7	-41,67 %
Nombre de titres inchangés	14	100,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	7 827 025 159 720	-0,05 %
Volume échangé	36 151	3 681,49 %
Valeur transigée (FCFA)	364 455 773	3 672,37 %
Nombre de titres transigés	7	40,00 %
Nombre de titres en hausse	2	0,00 %
Nombre de titres en baisse	2	100,00 %
Nombre de titres inchangés	3	50,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BOLLORE (SDSC)	1 940	7,48 %	-24,51 %
SICOR CI (SICC)	9 710	7,47 %	89,65 %
BANK OF AFRICA NG (BOAN)	6 595	6,72 %	29,31 %
NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC)	5 840	6,18 %	-5,58 %
NESTLE CI (NTLC)	7 535	4,65 %	63,63 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SETAO CI (STAC)	1 420	-7,19 %	94,52 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 590	-6,74 %	-9,14 %
AIR LIQUIDE CI (SIVC)	825	-5,17 %	-7,82 %
BANK OF AFRICA CI (BOAC)	5 050	-2,88 %	-13,75 %
SICABLE CI (CABC)	1 005	-1,47 %	-0,99 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	110,31	1,62 %	0,18 %	24 462	109 604 045	25,64
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	486,50	1,02 %	8,39 %	6 160	54 859 775	9,83
BRVM - FINANCES	15	78,09	1,24 %	1,24 %	1 916 416	84 384 777	7,42
BRVM - TRANSPORT	2	471,77	7,33 %	-24,17 %	3 087	5 585 540	7,57
BRVM - AGRICULTURE	5	337,74	0,45 %	38,81 %	2 140	17 571 035	6,04
BRVM - DISTRIBUTION	7	369,35	0,09 %	-9,35 %	2 295	4 855 590	31,41
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 752,11	-7,19 %	94,52 %	668	972 380	17,05
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	8,34	
Taux de rendement moyen du marché	5,96	
Taux de rentabilité moyen du marché	7,87	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	100	
Volume moyen annuel par séance	1 373 204,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 622 753 414,58	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	15,40	
Ratio moyen de satisfaction	46,50	
Ratio moyen de tendance	301,86	
Ratio moyen de couverture	33,13	
Taux de rotation moyen du marché	0,18	
Prime de risque du marché	6,09	
Nombre de SGI participantes	27	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / Le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

<small>Chambre de Commerce et d'Industrie de Bénin Avenue de l'Indépendance - Cotonou Tél : (229) 21 31 31 36 Fax : (229) 21 31 36 77</small>	<small>BRVM/CI Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire Boulevard de l'Indépendance - Abidjan Tél : (229) 20 30 87 71 Fax : (229) 20 30 87 72</small>	<small>CÔTE D'IVOIRE Chambre Régionale des Valeurs Mobilières Plateau - Abidjan - Joseph Anoma BP 8000 - Abidjan - CI Tél : (229) 20 31 55 50 Fax : (229) 20 31 55 51</small>	<small>Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat de la Région de Niakhar BP 11 200 - Niakhar Tél : (229) 44 80 14 16 Fax : (229) 44 80 14 17</small>	<small>SENEGAL Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat de la Région de Niakhar BP 11 200 - Niakhar Tél : (229) 44 80 14 16 Fax : (229) 44 80 14 17</small>

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org

 Av. proche, rue en face de l'église Saint Michel allant vers Caboma, immeuble Comète lot 202 parcelle « d », Cotonou - BENIN 001 BP 8690 RP uca@ucasgi.com (229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00 (229) 21 31 00 21 www.ucasgi.com	 Carré 211 St Michel immeuble SGI-Bénin 01 BP 4546 Cotonou. Tél : (229) 21 31 15 41 21 31 15 71	 Groupe BMCE BANK BOA CAPITAL SECURITIES Siège BOA Benin, Boulevard de France Tel : (229) 21315343/64182121	 Immeuble de l'Africaine des Assurances Face à la Direction de l'Emigration Immigration 01 BP 8668 RP Cotonou contact@agi-agi.com +229 21318733 +229 21316065	 Avenue Steinmetz Face Immeuble Air Gabon 01 BP 6002 COTONOU BENIN Tél : (229) 21 31 88 35 / 21 31 88 36	 Société de gestion et d'intermédiation Boulevard Saint Michel Immeuble Agence BIIC Dantokpa 01 BP. 7700 Cotonou Tél. +229 21324875 Tél. +229 21324876 sgjbs@biic-financialservices.com
--	--	---	--	---	--

Quelques pharmacies à Cotonou

N°	NOM DE LA PHARMACIE	TELEPHONE	ARR
1	SILOE DEGAKON	99070606	1ER
2	SURU-LERE	64341313/99480846	
3	TANTO	64104471	
4	REINE DES GRÂCES	95360822	2EME
5	ADETONA LOMNAVA	94012397	3EME
6	AGBODJEDO	63425131/61822725	
7	LA BENINOISE	60502956/21377190/21330646	4EME
8	NOUVELLE PHARMACIE DE L'HABITAT	63045618/99947477/95508789	
9	ATINKANMEY	94012392/60019772	5EME
10	GANJI	95943682/60805039	
11	ZONGO	95846920	
12	DES 4 THERAPIES	21323330/98846095	6EME
13	JERICHO	95846914	
14	SAINTE EUPHRASIE DE VOSSA	69510000	
15	MAHUTON	52018944	
16	AMEN	63016565/67309529	7EME
17	MARINA	94018724	8EME
18	SAINTE GABRIEL	95605656	
19	KINDONOU	21380115	9EME
20	DE L'AMITIE	21380512/95869239	10EME
21	NOUVELLE PHARMACIE FIFADJI	62646802	
22	VEDOKO	94018722	
23	DE LA PAIX	21303865/97604362	11EME
24	LA MADONE	95338399/94013982	12EME
25	SAINTE LOUIS	95859686	13EME
26	LES PYLONES	66826813/95924231	
27	LULI LULI	98656060	

Prix des produits hydrocarbures et gaz

Produits	Unité de mesure	Prix (en FCfa)
Essence	1l	600
Pétrole	1L	851
Gasoil	1L	668
Mélange	1L	615
Gaz domestique	6kg (petite bouteille)	4770
	12,5kg (moyenne bouteille)	9900
	18kg (grande bouteille)	14.300
Huile à moteur (essence)	Bidon (1L)	2.900
	Bidon (4L)	9.590
Huile à moteur (diésel)	Bidon de 4Littres	10.535
Huile à moteur (Atf boîte automatique)	2littres	6.320
Huile à moteur (à pont EP 90)	2Littres	6.130
Huile à moteur en vrac	1Litre	2.265
Huile à moteur diesel	1Litre	2.165
Huile à 2 temps en vrac	1L	1.635
Graisse	0,400g	2.940
Eau distillée	1,5L	850
Eau de refroidissement	Bidon (1,5L)	1.600
	Bidon (5L)	5.000
Electrolyte	5L	4.000
E140 en vrac	1L	2.175
E140 camion et 4X4	Bidon de 2L	6.295

Source : Station « JNP » Mardi 31 Mai 2022

Jours du marché Dantokpa

Mai 2022

Lundi 2 Mai 2022

Vendredi 6 Mai 2022

Mardi 10 Mai 2022

Samedi 14 Mai 2022

Mercredi 18 Mai 2022

Dimanche 22 Mai 2022

Jeudi 26 Mai 2022

Lundi 30 Mai 2022

Taux de change

Devises étrangères	Franc CFA (1Xof)
Dollar (USD)	608,55
Euro	655,95
Livre Sterling (GBP - Grande Bretagne)	770,24
Naira (NGN - Nigeria)	1,46
Cedi (GHS - Ghana)	77,98
Rand (ZAR - Afrique du Sud)	39,32
Yen (JPY)	4,77
Yuan (CNY)	91,36
Rouble russe (RUB)	9,44
Franc Suisse (CHF)	635,46
Franc Guinéen (GNF)	0,068
Roupie indienne (INR)	7,84
Droits de tirage spéciaux (FMI)	824,08
Or (XAU)	1129908,3
Argent (XAG)	13377,66

Prix des produits de première nécessité appliqués dans les marchés

produits	Unité de mesure	Prix (en FCfa)
Maïs	Tongolo	250
Mil	Tongolo	350/400
Gari ordinaire	Tongolo	350
Gari fin	Tongolo	400
Haricot rouge	Tongolo	650
Haricot blanc	Tongolo	700/800
Arachide décort. Gros grains	Tongolo	800
Piment vert (gbataki)	Tongolo	500
Tomate fraîche	Grand Panier	40.000/50.000
Oignon p m g	Panier (40)	1500/2000/3000
Farine de cossette d'igname	Tongolo	1000
Sésame qualité supérieure	Tongolo	1000
Sel marin local	Tongolo	350
Sel marin importé	Tongolo	350
Sucre en morceau	Paquet	600
Sucre en poudre	1kg	500
Riz ordinaire	Tongolo	Entre 500 et 900
Huile d'arachide locale	1litre	1400
Huile végétale importée	1litre	1700
Huile rouge locale	1,5litre	1000
Igname ordinaire	Tas	3500
Igname à piler	Tas	4500
Savon palmida	1pain	200
Lait concentré sucré BB et autres	250g	400/500
Lait concentré sucré Jago	Plus d'1kg	1200
Lait concentré non sucré Peak	250g	450
Sardine à huile	250g	500
Couscous Sipa	500g (en sachet)	850
Spaghetti Matanti	250g/500g (en sachet)	300/450
Coquille Maman et autres	250g/500g (en sachet)	300/450
Concentré de tomate	150g/250g/1kg	125/275/450/1900
Banane	Régime	Entre 3000 et 4000
Œuf	Plateau	2400/2600

Source : Quotidien l'Economiste du Bénin, fait le 31/05/ 2022

Cours des matières Premières Mardi 31 Mai 2022

Matière première	Mois	Dernier	Var.	Var. %	Heure
Aluminium		2.887,00	+12,00	+0,42%	19:28:51
Argent	Juill 2022	21,970	-0,126	-0,57%	20:34:11
Avoine		671,50	-3,40	-0,50%	02:13:06
Bétail	Juin 2022	132,13	-0,28	-0,21%	29/05
Blé américain	Juill 2022	1.157,50	+13,80	+1,21%	02:08:24
Bois de construction	Juill 2022	700,70	+17,70	+2,59%	29/05
Bovins d'engraissement	Août 2022	165,80	-0,88	-0,52%	29/05
Cacao américain	Juill 2022	2.464,00	+2,00	+0,08%	27/05
Café de Londres	Juill 2022	2.106,00	+9,00	+0,43%	18:29:00
Café US C	Juill 2022	228,65	+2,05	+0,90%	27/05
Coton américain	Juill 2022	139,20	-1,41	-1,00%	27/05
Cuivre	Juill 2022	4,3335	+0,0270	+0,63%	20:37:56
Cuivre		9.540,00	+79,00	+0,84%	19:28:18
Cuivre	Juill 2022	3,9284	+0,0165	+0,42%	20:28:12
Essence RBOB	Juill 2022	433,55	+1,10	+0,25%	19:11:39
Farine de soja	Juill 2022	3,9812	+0,0759	+1,94%	20:29:57
Fioul		1.203,62	+20,62	+1,74%	19:25:58
Gasoil Londres	Juill 2022	8,701	-0,026	-0,30%	20:29:55
Gaz naturel	Juill 2022	79,25	-1,27	-1,58%	27/05
Huile de Soja américaine	Juill 2022	180,70	-2,70	-1,47%	27/05
Jus d'orange	Juill 2022	776,00	+11,60	+1,52%	02:08:24
Maïs américain		29.355,00	+918,00	+3,23%	19:28:18
Nickel		1.857,65	-2,05	-0,11%	20:41:05
Or	Août 2022	2.025,50	-29,30	-1,43%	20:30:27
Palladium	Août 2022	117,69	+2,13	+1,84%	19:30:01
Pétrole Brent	Juill 2022	117,18	+2,11	+1,83%	20:30:03
Pétrole brut WTI	Juill 2022	949,35	+6,35	+0,67%	20:30:27
Platine	Juin 2022	110,18	-0,93	-0,83%	29/05
Porc	Juill 2022	17,435	+0,028	+0,16%	02:08:33
Riz Paddy	Juill 2022	1.732,50	+6,00	+0,35%	27/05
Soja américain	Juill 2022	19,62	+0,08	+0,41%	27/05
Sucre américain		1.856,18	+2,19	+0,12%	20:28:57
XAU/USD		3.903,50	+47,00	+1,22%	19:19:13
Zinc					

Les marchés locaux qui s'animent par huitaine

Departements	Lieux	Noms	Jours
Alibori	Malanville	Malanville	dimanche
	Ségbana	Ségbana	dimanche
	Bérébouaye	Bérébouaye	samedi
	Malanville	Malanville	samedi
	Karimama	Karimama	vendredi
	Matéri	Matéri	jeudi
	Tanguiéta	Tanguiéta	lundi
	Cobly	Cobly	mercredi
	Gaouga	Gaouga	mardi
	Kassoua	Kassoua	mardi
Mono	Grand-Popo	Grand-Popo	mardi
	Agoué	Agoué	mercredi
Zou	Djalloukou	Djalloukou	dimanche
	Massi	Massi	dimanche
	Agouna	Agouna	mardi
	Ikémon	Ikémon	mercredi

Borgou	Gogounou	Gogounou	dimanche
	Bembéréké	Bembéréké	jeudi
	Kalalé	Kalalé	jeudi
	Tchaourou	Tchaourou	lundi
	Tchikandou	Tchikandou	mardi
	Fô-Bouré	Fô-Bouré	mercredi
	Sokka	Sokka	mercredi
	Parakou	Azeke	samedi
	N'Dali	N'Dali	samedi
	Dunkassa	Dunkassa	vendredi
Collines	Ouèdèmè	Ouèdèmè	dimanche
	Ouessè	Ouessè	jeudi
	Gobada	Gobada	lundi
	Savè	Savè	lundi
	Tchetti	Tchetti	lundi
	Glazoué	Glazoué	mercredi
	Lahotan	Lahotan	mercredi
Donga	Bénin	Bénin	jeudi
	Tokotoko	Tokotoko	lundi

VIATIQUE DU CONQUERANT 20**« LE LEADERSHIP N'EST PAS DEMAGOGIE, MAIS VERTU EPROUVEE PAR LE TEMPS »**

Il a été dit que le rêve des leaders est de conquérir le sommet de l'excellence personnelle et de la performance professionnelle.

Pour y arriver nous avons commencé à partager avec vous un nouveau paradigme du leadership.

Ce nouveau paradigme stipule clairement que « les entreprises axées sur les PRINCIPES jouissent de plus de sécurité, de direction, de sagesse et de pouvoir ».

Dans le champ d'application de ce nouveau paradigme, le niveau personnel est le premier palier.

QUELLE EST MA RELATION AVEC MOI-MÊME ?

Au niveau personnel le principe clé demeure LA CONFIANCE.

Mais comment peut-on être digne de confiance ?

Le professeur Covey dit à ce sujet que LE CARACTERE ET LA COMPETENCE sont déterminants pour inspirer confiance.

Pour être digne de confiance nous pensons qu'avant toute chose on doit avoir confiance en soi.

D'ailleurs AVOIR CONFIANCE EN SOI est intimement lié à la COMPETENCE EN MILIEU PROFESSIONNEL.

Le professeur Goleman affirme que « Les êtres confiants savent décider, en évitant toute arrogance, et se tenir, avec souplesse, à ce qu'ils ont décidé. »

Quand on a donc confiance en soi, il s'en suit un effet positif sur les compétences qu'on affiche et par ricochet sur la confiance qu'on peut inspirer.

De façon certaine « toutes les études sur la confiance en soi montrent que les êtres les plus confiants à un stade précoce de leur carrière ou de leur

vie sont ceux qui réussissent les carrières les plus brillantes ». C'est donc définitivement clair que la CONFIANCE EN SOI est un levier incontournable d'une COMPETENCE SOUTENUE. Dès lors, cette confiance soit déteint sur la capacité à INSPIRER CONFIANCE.

Se faire confiance permet d'avancer sereinement en milieu professionnel et d'inspirer suffisamment confiance.

Quant au CARACTERE qui constitue l'autre condition pour inspirer confiance il importe de rappeler avant tout la grande boussole mise à notre disposition par HERACLITE : « LE CARACTERE D'UN HOMME EST SON ANGE GARDIEN »

Le caractère est un choix que l'on fait et il importe de savoir que chacun de nous a le POUVOIR DU CHOIX. Dès lors il revient à chacun de faire le choix quant au caractère qu'il tient à développer.

C'est à chacun de faire le choix de remettre en cause son caractère, de faire une évaluation objective, de décider d'assainir son caractère, de le consolider pour en faire un levier de leadership. John Maxwell écrit : «

VOTRE CARACTERE ETABLIT QUI VOUS ETES ».

Il est impossible d'isoler le caractère d'un leader et ses actes.

Le DEVELOPPEMENT DU CARACTERE est au cœur de notre épanouissement, non seulement en tant que leaders mais en tant qu'êtres humains.

Pour une expression nette du leadership axé sur les principes au niveau personnel nous devons nous préoccuper de renforcer, d'assainir notre caractère et notre confiance. D'ailleurs le mastodonte du leadership John MAXWELL nous rappelle : « En tant que meneur à la maison, au travail ou à la communauté, soyez conscient du fait que votre caractère est votre atout le plus précieux. »

Serge HOUNDJAHOUÉ

Coach & Consultant en Développement

Du Leadership.

Phone : 97-96-63-87

HOROSCOPE finance

Bélier Au cours de cette journée un peu chancelante, gardez-vous de toute spéculation ; laissez ce genre de risque aux aventuriers professionnels. Regardez-y à deux fois avant de prêter de l'argent à des personnes qui ne sont pas tout ce qu'elles s'efforcent de paraître. Certains natifs tireront profit d'un second métier ou d'un passe-temps.

Taureau Avec Mercure dans votre camp, vous n'aurez aucun mal à équilibrer votre budget, et pourriez même bénéficier d'un apport d'argent imprévu et... bienvenu. Neptune, l'un des astres qui dirigent pour vous le plan financier, travaillera de concert avec Saturne, une planète d'organisation, ce qui vous aidera à agir en excellent gestionnaire.

Gémeaux Côté argent, il faudra vous serrer la ceinture. Si vous vous laissez aller à multiplier les dépenses superflues, l'équilibre de votre budget ne tardera pas à être compromis.

Cancer Vous allez probablement dépenser sans compter et pas toujours à bon escient. Ne soyez pas aussi large : on va finir par abuser de votre gentillesse. Sachez que l'estime et l'amitié ne s'achètent pas. Comptez plutôt sur vos compétences et vos qualités de cœur.

Lion Avec l'appui musclé de Neptune en bons aspects, vous passerez une journée sans problème financier et pourrez même espérer des rentrées conséquentes ou une prime quelconque. Si votre métier touche de près ou de loin la joaillerie, faites preuve de vigilance et de prudence dans vos diverses transactions.

Vierge Pluton, en aspect harmonieux, devrait jouer positivement pour vous en matière financière, vous aidant à augmenter vos revenus, à choisir de meilleurs placements, et à vous lancer dans des investissements rentables. Pour quelques natifs, un héritage est possible.

Balance Autant le préciser tout de suite : cette configuration de Saturne n'augure rien de fameux dans le secteur finances. Au mieux, elle vous contraindra à accepter une période de restriction. Au pire, elle va provoquer de nombreux retards dans des rentrées d'argent, ce qui vous obligera à refaire vos comptes. En attendant que la situation se rétablisse, ce qui ne saurait tarder, essayez de ne pas en faire une maladie.

Scorpion Resserrez les cordons de votre bourse, sinon vous craquerez pour un oui pour un non. Et ce ne sera vraiment pas le moment ! D'autres dépenses, indispensables celles-là, vont se présenter : tâchez d'y faire face.

Sagittaire Sur le plan financier, votre côté plutôt rêveur et insouciant pourra vous faire rater d'excellentes occasions que vous offrira Saturne. Aussi serait-il utile, en cette journée, de vous adjoindre l'aide d'une personne plus réaliste et plus compétente.

Vendredi 1er Avril 2022

L'environnement astral de la présente journée pourra vous ouvrir l'appétit pour les gains pécuniaires au point de dépasser tous vos espoirs. La spéculation, en particulier, sera très alléchante et, pour une fois, vous feriez bien de succomber à la tentation. On ne peut évidemment prétendre que l'opération se fera sans risques, mais ceux-ci seront acceptables si vous savez vous cantonner dans les limites raisonnables.

Capricorne

La Lune en cet aspect vous donnera de la combativité, mais aussi un besoin de satisfaire toutes vos envies de luxe et de prodigalité. Soyez raisonnable : évitez les dépenses inutiles, pour ne pas vous priver du nécessaire.

Verseau Votre jugement en matière de finances sera obnubilé aujourd'hui par l'action hostile de Pluton mal aspecté. Vous risquez fort de faire une mauvaise évaluation de la conjoncture. Ce ne sera donc pas le moment de vous lancer dans des spéculations trop importantes.

Poissons Soyez d'une extrême prudence dans vos dépenses, en particulier si elles impliquent un emprunt de longue durée. Les dettes sont faciles à contracter et les dépenses plus faciles encore à effectuer, mais les remboursements seront plus pénibles qu'il n'y paraît : voilà le piège qui vous attend ! Et tout le monde sait aussi que "les dettes réduisent l'homme libre en esclave" (Publius Syrus).

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Bénin

Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière Edité par l'Agence de Communication "CHEZ VOUS"

N° 0997 MISP / DC / SG / DAI / SCC du 25 / 10 / 2007

Sikèkòdji zone résidentielle, 2^{ème} rue à droite en quittant le carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83

Email : leconomistbenin1@gmail.com

Site : www.leconomistbenin.com

Directeur Général

Léonard DOSSOU

(00229) 95 429 626 / 97 096 417

Assistant du Directeur Général

Calixte ADIYETON

(66 232 545)

Secrétaire caissière

Ella Viviane HOUEHOMEGAN (97 14 85 43)

Directeur de publication

Jules AFFODJI

Raoul Gandaho

(Correspondant Ouémé Plateau)

Noël Y. TETEGOU

(Br. Borgou/Alibori)

Jules Daniel Mahuto

(Correspondant Zou-colline)

Modeste COCO (Consultant)

Représentant de l'Economiste du Bénin en Europe, Bureau de Paris:

Franck Vial, correspondant France

de l'Economiste du Bénin

Tel +330671790990

Mail : eco.benin.paris@gmail.com

Mail : eco.benin.paris@gmail.com

Mail : eco.benin.paris@gmail.com

Mail : eco.benin.paris@gmail.com

Mail : eco.benin.paris@gmail.com

Mail : eco.benin.paris@gmail.com

Mail : eco.benin.paris@gmail.com

Mail : eco.benin.paris@gmail.com

Mail : eco.benin.paris@gmail.com

Mail : eco.benin.paris@gmail.com

Mail : eco.benin.paris@gmail.com

Mail : eco.benin.paris@gmail.com

Mail : eco.benin.paris@gmail.com

Mail : eco.benin.paris@gmail.com

Secrétaire de rédaction

Abdul Wahab ADO

(66656265)

Rédacteurs

Nestor DEHOUNDJJI

Félicienne HOUËSSOU

(96 92 43 46)

Bidossessi WANOU

(67 20 33 27)

Sylvestre TCHOMAKOU

Hubert DOSSOU

Falco Vignon

Romuald NOUDEDJI

(Correspondant Mono-

Couffo)

Directrice commerciale

Rigel BATCHO

(69190880)

Graphiste

Crespin N'SODAI

(96564330)

Audiovisuel

Canal+ célèbre ses 30 ans de vie avec une panoplie d'offres promotionnelles

Canal+ célèbre ses 30 années d'existence. Au menu, la filiale du Bénin a mis en place une machine de promotions pour permettre à toutes les familles de profiter du meilleur de la télévision et d'une programmation exceptionnelle.

● **Félicienne HOUËSSOU**

Canal+ Bénin n'a pas fini de surprendre ses abonnés. Pour son anniversaire, l'opérateur satellitaire annonce trois grandes bonnes nouvelles. C'est Tumba Kongo, le responsable marketing et réabonnement de Canal+ Bénin qui lève le coin de voile sur les différentes surprises. « A partir du 1er juin

le Kit baisse de prix... De plus, nous offrons 30 jours à la formule supérieure dès que vous vous abonnez, sans discrimination aucune. La troisième bonne nouvelle, 30 mois de chaîne à la formule "Tout canal+" seront offerts au 300ème abonné de chaque jour », a-t-il détaillé, tout en remerciant tous ceux qui ont fait confiance à Canal+ depuis toutes ces années. Ainsi, sur

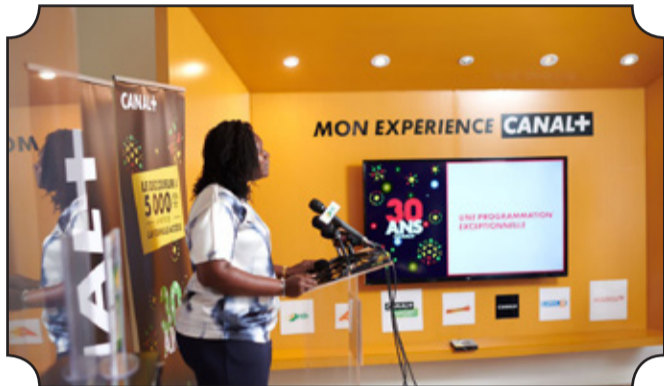
la période de la célébration qui s'étend du 1er au 30 juin 2022 inclus, le décodeur est cédé au prix promotionnel de 5000 Fcfa à partir de la formule ACCESS. Une nouvelle opportunité donnée aux Béninois encore à la traîne de faire partir de la grande famille Canal+ avec 10.000 Fcfa. Sur la même période, chaque jour, 30 mois d'abonnement sont offerts au 300ème abonné de

la journée. Afin de garantir plus de transparence, cette opération a été confiée à l'huissier de justice, maître Brice Topanou. Pour les anciens abonnés, c'est 30 jours de la formule "Tout canal+" pour tout réabonnement.

La responsable de la communication, Barnes Vidjanagni donne un aperçu de la riche programmation qui

va meubler ces 30 jours. Il s'agit de la diffusion sur Canal+ première du film long métrage « Les trois lascars » de Boubacar Diallo, des séries télévisées, la qualification de la CAN 2023 avec l'équipe nationale du Bénin qui affronte le Sénégal le 4 juin prochain. Présentant un bref aperçu des 30 années d'existence de Canal+, la Directrice générale de

Canal+Bénin, Yacine Alao, rappelle que la société est née au Sénégal avec une seule chaîne et à un coût de 300.000 Fcfa. Aujourd'hui, Canal+ dispose de plus de 200 chaînes radios et services, sans oublier son application web "My canal". De 300.000 Fcfa, le bouquet est désormais accessible avec 5000 Fcfa.



CANAL+

**CONDITIONS GENERALES
CAMPAGNE DE FIDELISATION
« 30 ANS CANAL+ »
DU 01 JUIN AU 30 JUIN 2022 INCLUS**

La société CANAL+ BENIN société anonyme avec conseil d'administration au capital de 32.500.000 FCFA dont le siège social est au quartier Zongo Ehuzu, Zone portuaire-Boulevard de France-Rue 203 Cotonou Bénin, Immatriculée au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier de Cotonou sous le numéro RB/COT/15B12899, Représentée aux fins des présentes par sa Directrice Générale Adjointe, Madame Yacine ALAO.

ARTICLE 1 : OBJECTIF DE LA CAMPAGNE DE FIDELISATION

CANAL+ BENIN organise la campagne - dénommée « 30 ANS CANAL+ » en vue de fidéliser ses abonnés et de les récompenser pour leur engagement à ses côtés. Cette Campagne a également pour but de contribuer au renforcement et à la visibilité de l'image de l'entreprise et de la marque.

ARTICLE 2 : CIBLE

La Campagne concernera toute personne physique majeure résidant sur le territoire national, possédant un numéro d'abonné CANAL+ actif sur un (1) ou plusieurs jours de la période de la Campagne telle que prévue à l'article 4.

Est considéré comme numéro d'abonné actif :

- Le numéro d'abonné ayant fait l'objet d'un abonnement ou de réabonnement à une Offre CANAL+ pendant la période de la Campagne
- Le numéro d'abonné dont l'abonnement à une Offre CANAL+ sera en cours.

ARTICLE 3 : EXCLUSIONS

Sont exclus de la Campagne :

- Les numéros d'abonnés ou de réabonnement appartenant au personnel salarié de la société CANAL+ BENIN;
- Les numéros d'abonnés dont les abonnements ou réabonnements sont pris en charge par CANAL+ BENIN ;
- Les numéros d'abonnés dont les abonnements ou réabonnements sont offerts dans le cadre d'une relation commerciale ou d'un partenariat avec CANAL+ BENIN ;
- L'huissier de Justice et les membres de son personnel, leurs conjoints ou conjointes, leurs ascendants ou descendants en ligne directe ;

ARTICLE 4 : DUREE

La Campagne se déroulera sur la période allant du **01 Juin 2022 au 30 Juin 2022 inclus**. Toutefois, CANAL+ BENIN se réserve le droit d'écourter, modifier ou d'annuler l'organisation de la Campagne en cas de force majeure¹ ou d'événements indépendants de sa volonté.

ARTICLE 5 : LES LOTS

Au cours de cette campagne, CANAL+ BENIN s'engage à offrir chaque jour et durant toute la période de la campagne, au **300^{ème} abonné actif²** de la journée un abonnement à la formule tout canal sur 30 mois ;

Les lots ne pourront en aucun cas donner lieu à une remise de la valeur en argent ni à son remplacement ou échange de quelque sorte que ce soit.

Les lots attribués sont la propriété et demeureront la propriété exclusive, de l'abonné propriétaire du numéro d'abonné ayant été désigné 300^{ème} abonné de la journée et ce en présence de l'huissier.

A ce titre ils sont :

- à usage personnel et privé

- incessibles

ARTICLE 6 : MODALITES D'ATTRIBUTION DES LOTS

La désignation de l'abonné gagnant de chaque journée sera de façon hebdomadaire. Ainsi chaque fin de semaine il sera désigné les gagnants de la semaine écoulée ; Cette désignation sera réalisée cinq fois au cours de la campagne.

¹ Sont notamment considérés comme des cas de force majeure les catastrophes naturelles, les tremblements de terre, inondations, cyclones, pandémies, tempêtes, éruptions volcaniques, perturbations climatiques, émeutes, vandalisme, attentats, mouvements populaires, grèves ou autres actions de conflit de travail et/ou causes accidentelles telles que incendies, dégâts des eaux, explosions, dégradations ou pannes de transmissions d'un système technique et notamment satellitaire appartenant à un tiers, actions du gouvernement ou de toutes autorités compétentes.

² S'entend par abonné actif, tout abonné ayant réalisé un acte de recrutement ou de réabonnement au cours de la journée, en commençant à 00H00 heure de Cotonou.

A cet effet, la liste des 1000 premiers abonnés actifs de chaque jour sera extraite sous le contrôle d'un huissier de justice à charge pour ce dernier d'en sortir le 300^{ème}.

ARTICLE 7 : REMISE ET RETRAIT DES LOTS

Les abonnés qui auront été sélectionnés comme étant les 300^{ème} abonnés actifs de chaque journée à l'issue de la désignation hebdomadaire seront prévenus par SMS ou appel téléphonique et invités à la Direction Générale ou en Agence (selon le cas) pour authentification de leurs identités puis verront leurs abonnements prolongés automatiquement à leurs échéances.

A la remise des lots, un courrier attestant de l'activation de l'abonnement, précisant la date de fin sera transmis aux gagnants en plus d'une attestation de remise d'abonnement (chèque factice).

Les gagnants en participant à la campagne autorisent CANAL+ BENIN à reproduire et à utiliser leurs noms, prénoms et autres informations, aussi bien que leur image, au cours de toute activité promotionnelle publique relative à la campagne à laquelle ils ont été désignés gagnants à compter de la date de réception des lots.

ARTICLE 8 : RESERVES

La participation à ce jeu implique l'acceptation sans restriction ni réserve du présent règlement ainsi que ses amendements.

CANAL+ BENIN se réserve le droit de procéder au retrait des lots en cas de :

- fraude ;
- acte de piratage des programmes, et
- de manière générale pour toute utilisation non conforme aux conditions générales d'abonnement aux Offres CANAL+.

CANAL+ BENIN se réserve le droit de mettre fin à un abonnement aux Offres CANAL+ offert au titre des lots en cas de :

- cessation d'activité ou dissolution de CANAL+ BENIN ;
- modification du statut, de la situation juridique, de l'activité ou des biens de CANAL+ BENIN, susceptible de compromettre l'exécution de ses engagements ;
- changement de contrôle de CANAL+ BENIN.

CANAL+ BENIN, n'étant pas éditrice de tous les programmes des Chaînes composant l'Abonnement, elle ne saurait, en aucun cas être tenue pour responsable du contenu desdites Chaînes ou de la modification dans le temps, de tout ou partie de l'offre de chaînes et radios constitutives des lots. CANAL+ BENIN veillera dans une telle hypothèse à maintenir les gagnants au niveau d'une Offre qui correspondrait à celle du lot remporté lors de son attribution.

CANAL+ BENIN ne pourra pas être tenue responsable l'évolution technologique du matériel ou des systèmes de diffusion et de réception du signal audiovisuel dans le temps. L'ensemble des lots exclu toute mise à disposition de décodeurs ou d'accessoires tant au retrait du lot que pendant toute la durée de validité du lot. Il appartiendra à l'abonné de s'équiper du matériel ou des systèmes adaptés pour continuer de bénéficier de son lot.

ARTICLE 9 : PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Aucune donnée autre que celles présentes dans l'outil de Customer Relationship Management de CANAL+ appelé « CGA » et pour lesquelles le consentement abonné a déjà été préalablement recu ne sera demandée dans le cadre de la Campagne.

ARTICLE 10 : ANTICORRUPTION

Les organisateurs et abonnés s'interdisent de se livrer, directement ou indirectement, à des pratiques de corruption, d'extorsion ou de sollicitation de pot de vin, de trafic d'influence et de blanchiment du produit des pratiques corruptives.

Les organisateurs et abonnés s'engagent à ne commettre aucune action qui conduirait l'autre à être en violation avec l'une des dispositions de lutte contre la corruption précitée.

ARTICLE 11 : RESPONSABILITE

La responsabilité de la société CANAL+ BENIN ne saurait être engagée si par suite de cas de force majeure ou de circonstances indépendantes de sa volonté, la Campagne devait être annulée, écourtée, prolongée ou les conditions modifiées, totalement ou partiellement. Les abonnés ne pourront réclamer aucune indemnisation à ce titre.

Article 12

Les présentes conditions générales ont été déposées à l'Étude de Maître Octave Brice TOPANOU, Huissier de justice près la Cour d'Appel et le Tribunal de Première Instance de Première Classe de Cotonou, inscrit au tableau de la Chambre Nationale des Huissiers de Justice du Bénin (CNHJB) sous le numéro 16, y demeurant et domicilié au lot 1277 Houéyihou, Rue derrière l'ex Pharmacie Houéyihou, PORTE n° 01 BP 699 Cotonou, Tél. : 96 79 76 24, Email : etudetopanou@yahoo.fr, où il peut être consulté et sera publié au journal "La Nation".

ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES, COMPETENCE, LOI APPLICABLE

La loi applicable est la loi Béninoise à l'exclusion de toute autre législation.

Tout litige né de l'interprétation ou de l'application des présentes règles fera l'objet d'un règlement amiable.

A défaut d'accord entre les parties, il sera soumis à la procédure d'arbitrage de la Cour de Justice et d'Arbitrage de l'OHADA (CCJA).

Le litige sera tranché par un collège de trois (3) arbitres, chaque Partie désignera un arbitre. Les arbitres ainsi désignés choisiront un troisième arbitre indépendant qui siègera en qualité de président du tribunal arbitral ainsi formé. Dans ce dernier cas, il appartiendra à la CCJA de confirmer le troisième arbitre.

Si l'une des Parties refusait de désigner un arbitre sous dix (10) jours après mise en demeure adressée par l'autre Partie, pouvoir est donné à la CCJA pour désigner un arbitre pour la partie défaillante. De même, si les arbitres désignés par les Parties ne parvenaient pas à s'entendre sur le choix du troisième arbitre dans les dix (10) jours suivant la désignation du deuxième arbitre, cet (ou ces) arbitre(s) sera(ont) désigné(s) par la CCJA.

Le siège de l'arbitrage sera Abidjan, Côte d'Ivoire.

La langue de l'arbitrage sera le français.

Les arbitres rendront leur sentence dans un délai de six (6) mois à compter de la désignation du dernier arbitre.

Les arbitres détermineront dans leur sentence la Partie devant supporter la charge de leurs honoraires. La Partie qui, par son refus d'exécution, contraindra l'autre Partie à poursuivre l'exécution judiciaire sera tenue de tous les frais et droits auxquels cette exécution pourrait donner lieu.

Toute sentence, partielle ou finale, sera rendue en premier et dernier ressort et aura autorité de la chose jugée sans qu'aucune voie de recours, ne puisse s'exercer à son encontre.

Fait à Cotonou, le 30 Mai 2022

Cep 2022 dans le Zou

18.176 candidats affrontent les épreuves écrites orales et sportives

L'examen du Certificat d'études primaires (Cep) prévu pour se dérouler du 07 au 10 juin prochain s'approche à grand pas. A quelques jours de la date du démarrage des épreuves écrites, orales et sportives, enseignants et apprenants sont dans les derniers réglages. Dans le département du Zou, selon les statistiques avancées par Chelon Pierre Hounkandji, le Directeur départemental des enseignements maternel et primaire (Ddemp), 18.176 candidats dont 8269 filles et 9907 garçons soit une régression de 2162 candidats par rapport à l'effectif de l'année dernière sont inscrits dans le département du Zou. Cette baisse se justifie par le taux massif d'admission des candidats en 2021. Le Ddemp a confirmé que tout est fin prêt. S'agissant des centres d'examen, un a été endommagé par les dernières pluies à Abomey. Mais, la Mairie saisie est à pied d'œuvre pour la réhabilitation des salles de classes décoiffées.



Les autres zones à risque, c'est-à-dire, inondables sont sous surveillance des Chefs région pédagogique (CRP). « De toute façon, nous veillons au grain pour que tout se déroule normalement comme d'habitude », a rassuré Chelon Pierre Hounkandji, le Ddemp du Zou. Il a saisi l'opportunité pour rappeler aux parents les devoirs qui sont les leurs en ces temps-ci. « Les parents savent déjà ce qu'ils doivent faire. Comme la répétition est pédagogique, je leur demande de ne jamais abandonner les enfants car c'est le moment le plus indiqué de leur apporter

tous les soins nécessaires afin qu'ils puissent aborder cette période avec sérénité et confiance. Que les enfants soient dotés d'un imperméable, qu'ils soient déparasités. Qu'ils aient un temps de sommeil suffisant car il est thérapeutique. Qu'ils s'exercent à la maison. Il faut leur éviter les jeux brutaux. Ils ont besoin de conseils, d'un accompagnement rigoureux, d'un environnement socioaffectif pour que ces quatre jours à passer dans les centres se déroulent merveilleusement bien », a-t-il recommandé. Rock Amadji (Correspondant Zou-Collines)

Préparatifs à l'examen national

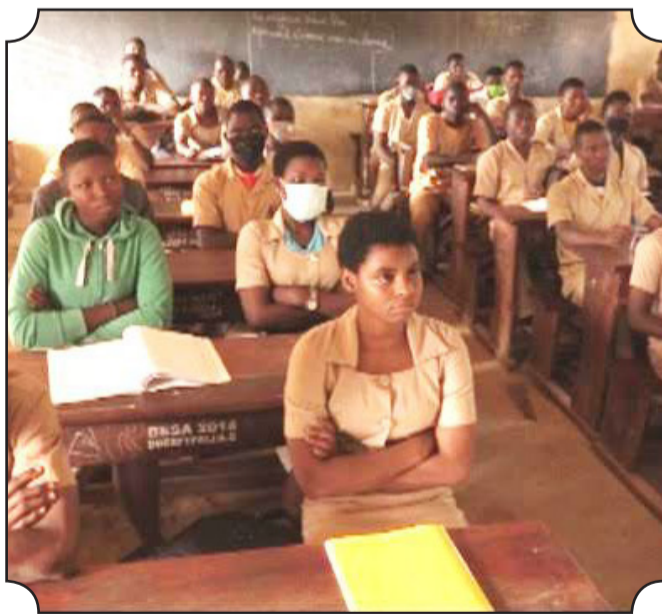
9.266 candidats composent au CEP blanc dans la Donga

Depuis ce lundi 23 mai 2022 se déroule sur toute l'étendue du territoire national, l'examen blanc du Certificat d'Etudes Primaires (Cep). C'est un essai qui permet de jauger le niveau réel des apprenants avant le Cep proprement dit. Il prend en compte les candidats des écoles publiques et privées qui composent les mêmes épreuves et dans les mêmes conditions.

Ainsi dans la Donga, 9.266 candidats prennent part à cet examen qui durera une semaine.

La particularité de cet examen blanc du Cep est que les corrections collectives avec les apprenants et l'appréciation des copies se font au fur et à mesure. A en croire les autorités scolaires dans le département, cette innovation permettra aux apprenants des Cours Moyens deuxième année (CM2), candidats au Cep de prendre conscience des fautes commises et aux enseignants d'y remédier en vue de les aguerrir à mieux affronter les épreuves écrites, sportives et orales du mardi 7 juin prochain.

Selon le directeur départemental des enseignements maternel et primaire du



département de la Donga Ibrahima Adamou, tout se passe très bien comme prévu nonobstant quelques absences de candidats par endroits. Il a appelé les parents d'élèves ayant des candidats à prendre leurs responsabilités pour mieux accompagner leurs progénitures durant cette période.

Il faut rappeler que l'examen du CEP démarre le mardi 7 juin 2022 sur toute l'étendue du territoire national. A l'assaut de ce premier diplôme scolaire, 226.676 candidats inscrits dont 107.129 filles contre 242.066 en 2021.

Emmanuel Akakpo
(Br Atacora-Donga)

Renforcement de capacités des guides touristiques

Le Gouvernement met un point d'honneur à la qualité des ressources humaines

La dynamique en cours dans le secteur du tourisme reçoit un nouveau coup d'accélération. Dans sa volonté de hisser le tourisme au rang de deuxième pilier de l'économie nationale et d'œuvrer pour la professionnalisation du secteur, le Gouvernement du Président Patrice Talon a initié un Programme de renforcement de capacités des acteurs touristiques. Pour sa mise en œuvre, une première cohorte de 54 guides du tourisme retenus à l'issue d'un appel à candidatures, a été mise en formation depuis ce 30 mai 2022 au niveau des cinq pôles touristiques. La cérémonie du lancement officiel du programme a été présidée ce mardi 31 mai 2022 à Cotonou, par le Ministre du tourisme, de la culture et des arts et son collègue en charge de la formation technique et professionnelle en présence du représentant résident de la banque mondiale, de la représentante de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), du Directeur général de l'ANPT, de la Coordinatrice du projet PCTT, des Présidents et membres des Comités technique et de pilotage, des responsables des associations faitières et des 54 bénéficiaires du Programme.

Dans son mot introductif, la Directrice du développement du tourisme (DDT) Mme Faïzath KORA, a présenté le programme et les nouveaux outils avec lesquels les 54 guides du tourisme devront se familiariser afin que de par leurs prestations, ils contribuent au rayonnement de la destination Bénin. A sa suite, le représentant résident de la Banque mondiale, M. Atou SECK a apprécié à juste titre la détermination du Gouver-



nement qui malgré la crise sanitaire, n'a pas baissé les bras dans sa détermination de faire du Bénin une destination touristique prisée. Il en a profité pour réaffirmer le soutien de la Banque mondiale pour la mise en œuvre du Programme.

« Les guides font partie intégrante de la chaîne de valeurs d'une destination touristique. En contact direct avec les touristes, garants de l'image de la destination et de la perception qui sera gardée du pays, ils jouent un rôle crucial dans la qualité et l'enrichissement de l'expérience du touriste. » C'est en ces termes que le Ministre en charge du tourisme a justifié la pertinence de ce Programme. En effet, dira M. Jean-Michel ABIMBOLA, le Gouvernement met un point d'honneur à l'importance et à la qualité des ressources humaines pour faire face aux flux touristiques et aux nouvelles exigences des clients dès que le tourisme retrouvera son dynamisme avec de nouvelles formes de voyages.

La formation et le renforcement de capacités des professionnels du secteur s'avère indispensable en vue de disposer d'une

main d'œuvre qualifiée et compétente, indispensable à l'offre d'une expérience de séjour qualitative et différenciée. L'objectif visé à travers le déploiement de ce programme de formation intensive est de disposer in fine de ressources humaines qualifiées en vue de soigner l'image de la Destination Bénin et d'accroître sa fréquentation, a-t-il ajouté.

Et pour y arriver, l'Exécutif béninois à travers le Ministère des enseignements secondaire, technique et de la formation professionnelle, le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique et le Ministère du tourisme, de la culture et des arts, a sollicité et obtenu l'assistance technique de l'Organisation mondiale du tourisme, pour concevoir et dispenser un programme de formation au profit de ce vivier de 54 guides touristiques. Faut-il le rappeler, ils proviennent de cinq (05) pôles touristiques Ouidah/Avlékété/Grand-Popo, Abomey/Dassa/Kétou, Ganvié, Porto-Novo et Nikki/Natitingou/Boukoubé. Il faut retenir que ce Programme intervient en prélude à celui de la formation de 700 professionnels en situation d'emploi.

Incidents au Stade de France

2.800 faux billets auraient été scannés (mais ce chiffre est à prendre avec précaution)

La Fédération Française de Football et l'UEFA ont évalué à « 2.800 » le nombre « de faux billets scannés » samedi au Stade de France lors de la finale de la Ligue des champions, a indiqué une source proche du dossier à l'AFP, mardi, confirmant une information de RMC Sports. La FFF et l'UEFA ont donné cette évaluation lors de la réunion lundi au ministère des Sports destinée à tirer les leçons du fiasco de cette rencontre. Mais parmi ces 2.800 faux billets, peuvent figurer des vrais billets ayant été mal activés, selon un spécialiste

des billetteries interrogé par l'AFP.

Lundi, le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin avait évoqué une fraude « massive, industrielle et organisée » de billets qui serait à l'origine du chaos, évoquant 30.000 à 40.000 supporters anglais au Stade de France « soit sans billet, soit avec des billets falsifiés ». Mais le ministre s'était contenté de donner un pourcentage de « 70 % » de faux billets papiers détectés au pré-filtrage côté anglais, sans donner de chiffre.

Un chiffre à considérer

avec prudence

Les 2.800 « faux billets scannés », selon les sources proches du dossier, sont un chiffre « à prendre avec précaution », selon Me Barthélémy, avocat de groupes de supporters français et présent au match samedi soir. « Il fallait activer les billets électroniques, et il y a eu des pannes, des bugs informatiques au niveau des portiques qui ont fait que certains vrais billets ont été scannés comme faux », explique-t-il.



**Avec ARESS,
vivez l'Energie,
l'Energie de Qualité
pour tous**

LA QUALITE POUR TOUS

f in Instagram Twitter ARESS

(+ 229) 96 63 96 82

REJOIGNEZ VOTRE QUOTIDIEN SUR NOS DIFFÉRENTS RESEAUX SOCIAUX

L'économiste du Bénin est le premier quotidien béninois spécialisé en informations économique, financière et boursière.

+229 69 19 08 80 / 95 42 96 26

leconomisteben1
journalleconomiste
leconomistbenin1@gmail.com

www.leconomistebénin.com

Sikècodji, 2ème rue à droite en quittant les feux tricolores de la Marina pour le carrefour Okpè Oluwa